

**1MA SESSIONE URDINARIA DI U 2026
REUNIONE DI I 20 E 21 D'APRILE DI U
2026**

**1ERE SESSION ORDINAIRE DE 2026
REUNION DES 20 ET 21 AVRIL 2026**

2026/01/010

**REPONSE DE MONSIEUR GILLES SIMEONI A LA QUESTION DEPOSEE PAR MADAME MARIE-CLAUDE BRANCA A
NOM DU GROUPE CORE IN FRONTE**

OBJET : Par u rispettu di u drittu di i corsi à travaddà in tarra soia

Madame la Conseillère,

Sur cette question particulière, il convient d'abord d'évoquer la situation des agents, qui sont effectivement engagés dans un conflit durable avec leur administration de rattachement. Il convient de rappeler que le Conseil exécutif s'est saisi de ce dossier dès lors qu'un enjeu d'équité a été identifié. À ce titre, j'ai, au nom du Conseil exécutif, multiplié les démarches, y compris auprès des différents ministres concernés. De la même manière, les députés, notamment Jean-Félix Acquaviva à l'époque, Michel Castellani, ainsi que le sénateur Paul Toussaint Parigi, pour ceux dont j'ai connaissance des démarches parlementaires, ont saisi le ministère de la Justice et ont notamment demandé que le garde des Sceaux reçoive le syndicat et que ce dossier soit traité favorablement.

La mobilisation n'a pas été uniquement institutionnelle ; elle a également été politique, syndicale, militante et citoyenne. Vous l'avez rappelé : des mouvements nationalistes, qu'ils relèvent de la majorité ou de l'opposition, se sont engagés aux côtés de celles et ceux qui demandaient que justice soit rendue dans cette situation particulière. Nous continuons, bien entendu, à rester mobilisés.

Sur le fond, s'agissant du domaine de Casabianda, vous savez qu'il s'agit d'une revendication ancienne et historique. Je considère que, notamment dans le cadre de l'autonomie et des discussions qui suivront une éventuelle révision constitutionnelle favorable, nous aurons l'occasion de poser, en termes généraux, la question du devenir de ces grands ensembles immobiliers.

Il y a la question du domaine de Casabianda, mais également, je le rappelle, celle de la base aérienne de Ventiseri-Solenzara, pour laquelle nous avons acté le principe de la mise en place d'un groupe de travail. Je suis favorable à la réactivation de celui-ci, notamment parce que toutes les grandes îles autonomes, lorsqu'elles disposent sur leur territoire de bases militaires — dont on mesure l'importance, a fortiori dans le contexte géostratégique international — soit s'opposent à leur présence, soit, lorsqu'elles les acceptent, exigent des compensations sensiblement plus importantes que celles actuellement prévues.

De ce point de vue, je considère que nous aurons à engager une discussion de fond avec le Gouvernement et avec l'État. Afin de la mener utilement, il conviendra que nous harmonisions préalablement nos positions, ce qui constituera l'un des objectifs du travail à venir.

Je vous remercie !